

COURRIER
DES
LECTEURS

S'en tenir aux faits

L'Assemblée interjurassienne (AIJ) a retenu deux pistes pour résoudre la Question jurassienne: un canton réunissant le Jura et le Jura bernois, caractérisé par une administration publique fortement allégée et des fusions de communes massives d'une part, d'autre part le maintien du Jura bernois dans le canton de Berne avec un statu quo+.

La votation du 24 novembre porte sur l'ouverture d'un processus devant aboutir à la création du canton réunifiant le Jura et le Jura bernois. Quand on enclenche un processus, c'est pour le voir aboutir. Le canton de Berne et le Conseil du Jura bernois se trouvent en parfaite cohérence avec l'Assemblée interjurassienne en acceptant le statu quo+ que

cette dernière proposait.

Pour quelques anciens députés jurassiens, tous en fonction quand l'AIJ a déposé son rapport, ceux qui prônent le non le 24 novembre seraient donc «d'indécrottables conservateurs» ou obéiraient à «des motifs inavouables». Ils se trouvent donc en excellente compagnie puisqu'ils ne font que de retenir une des pistes proposées par l'Assemblée interjurassienne. Ce voca-

bulaire outrancier en dit long sur le crédit que l'on peut accorder à ceux qui prétendent que la votation du 24 novembre n'engage à rien.

Pour que notre région puisse se consacrer aux vrais enjeux, déposons un non résolu le 24 novembre

● FRANCIS DAETWYLER (SAINT-IMIER)

La votation du 24 porte sur l'ouverture d'un processus. Or quand on enclenche un processus, c'est pour le voir aboutir.

Rappel à un concitoyen

Il faut faire de grands efforts d'esprit pour ne pas vouloir comprendre que l'initiative de GSSA pour l'abolition de l'obligation de servir est tendancieuse et vise la suppression pure et simple de notre armée.

Celle-ci, j'en conviens est un mal nécessaire; non, dira l'aveugle qui ne veut pas voir et le sourd qui ne veut pas entendre. Le premier voudrait nous convaincre que la paix règne dans le monde – «je ne vois plus de fumée...», et le second, que le silence est dans le monde – «je n'entends plus le canon...» Ainsi vont les raisonnements aveugles des «politiciens-psychiatres» aux emplâtres adoucisseurs. Faut-il aller les reconnaître dans les autres nations ou chez nous? Les si, les la, les peut-être, les évolués, les améliorés, les rêveurs? Je dois arrêter ici ces constatations.

Hier, c'est loin hier? Lorsque Hitler et ses SS écrasaient des nations, assassinaient par millions hommes, femmes et enfants, terrorisaient, gazaient, brûlaient, faisaient périr, affamaient

dans les camps de concentration tous ceux qui ne voulaient pas lever le bras... entendons-nous encore leurs cris...

Peut-être n'étais-tu pas encore né, mais moi j'étais adolescent de 15 ans. (...) Savons-nous encore tous les deux ce que ce «stratège fou» a dit à son état-major lorsque le passage de ses troupes était envisagé à travers notre pays: «Le peuple suisse et son armée nous attendent dans leurs vallons et leurs montagnes avec un million de fusils...»

Pas question de refaire l'histoire avec ses guerres, il y en a assez qui cherchent à le faire. Ma question à toi est donc la suivante: Que serait-il advenu si les choses s'étaient déroulées comme tu le proposes aujourd'hui? Réfléchis en ton âme et conscience... et peut-être que les hurlements avec les loups diminueront. Encore un vœu: cherchons cet eldorado magnifique où il n'y a pas de fusils... et nous resterons gardés et heureux dans notre Helvétie et, malgré ses faiblesses, nous serons forts. ● CHARLES HEYER (MOUTIER)

VOTATIONS FÉDÉRALES
Le cervelas face à la saucisse

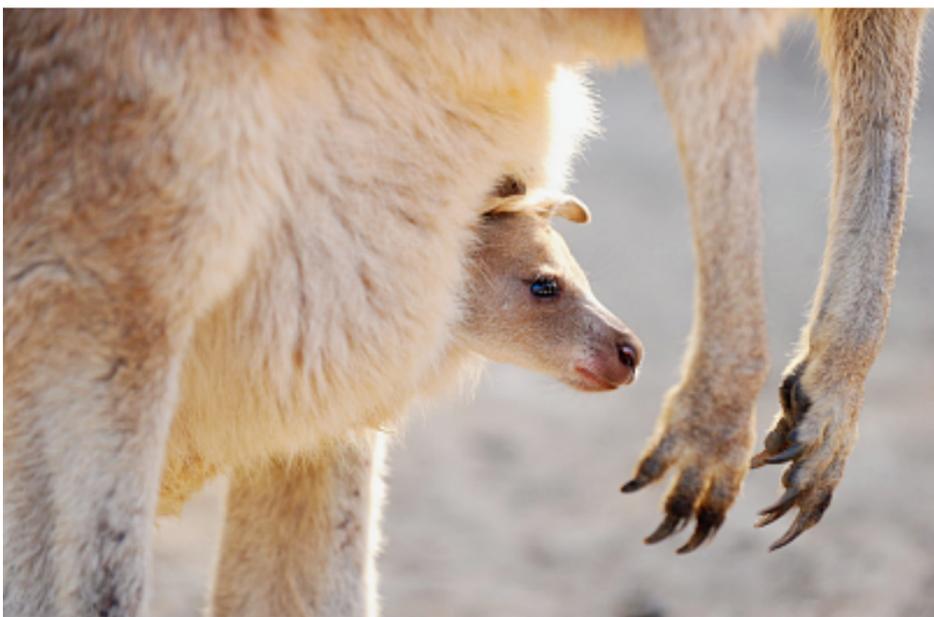
La révision de la loi sur le travail vise à autoriser les shops et stations service ouverts 24h sur 24 à vendre l'ensemble de leur assortiment entre 1h et 5h du matin. Aujourd'hui, ils ne peuvent vendre des pizzas, saucisses à rôtir et autres produits surgelés. Avec cette révision, le travail du personnel ne changera pas et il ne faudra pas engager du personnel supplémentaire. Les heures d'ouverture des commerces, réglées au niveau cantonal, ne sont pas non plus modifiées. Le comité des jeunes UDC JB recommande de voter oui.

S'agissant de l'abolition de l'obligation de servir, il recommande le non et rappelle que la Suisse a toujours surmonté les difficultés et catastrophes, grâce aussi à son armée. Comme lors de la Fête fédérale de gymnastique, à Bienne, où elle a œuvré pour la remise en état des sites et la prise en charge des blessés. Avec cette initiative, le GSSA veut démanteler l'armée, pilier essentiel de la sécurité et de la prospérité du pays. En la professionnalisant, on risque de n'avoir plus que des personnes sans autre perspective professionnelle ou des «Rambo». (...)

Quant à la loi sur les épidémies, la révision contient des risques de centralisation excessive au niveau fédéral et d'être soumis aux directives de l'OMS. De plus, des craintes existent par rapport à l'obligation de vacciner certains groupes de personnes. La loi actuelle a permis de faire face aux récentes crises et il n'y a donc pas besoin de changement.

Jeunes UDC Jura bernois

LE CLIN D'ŒIL



COUCOU Au Currumbin Wildlife Sanctuary, en Australie, on peut admirer une belle collection d'animaux, dont de petits kangourous bien au chaud dans la poche de maman KEYSTONE



Participez au concours en ligne et gagnez de superbes prix! Vous pouvez participer chaque jour, en vous rendant sur le site du Journal du Jura sous «Interactif» (à la rubrique Concours photos de lecteurs, en cliquant sur www.journaldujura.ch/interactif/concours-photos-des-lecteurs).

MÊME SUJET

Le dimanche, c'est sacré

Le PEVJB ne veut pas de la libéralisation des heures d'ouverture des shops et des stations-service proposée. Cette révision ouvrirait la voie à une généralisation du travail de nuit et du dimanche dans l'ensemble du commerce de détail.

Le PEVJB recommande aussi de voter non à l'abrogation du service militaire obligatoire. La protection du pays est une mission commune de tous les citoyens suisses grâce au service militaire obligatoire et au principe de milice. Les jeunes peuvent ainsi redonner quelque chose à la collectivité, ce qui renforce la cohésion nationale. Des réformes doivent être entreprises, mais l'initiative ne résout rien.

Quant à la loi sur les épidémies, il invite à l'accepter car elle doit être adaptée au contexte actuel. Il est absurde de dire que la Confédération utilise cette loi comme

laissez-passer pour promouvoir l'éducation sexuelle à l'école, puisque la souveraineté en matière d'instruction publique est et demeure propriété des cantons.

Parti évangélique du Jura bernois

MÊME SUJET

L'UDF dit trois fois non

Initiative concernant «la suppression de l'obligation de servir»: notre système de défense est basé sur quatre éléments: la défense armée, la protection civile, le service civil et la taxe d'exemption. Laisser un des éléments au libre choix, c'est anéantir tout le système de défense qui a été mis en place durant des dizaines d'années. Le comité rejette l'abrogation du service militaire obligatoire et invite à voter non.

Loi fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles de

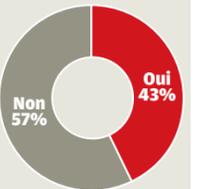
l'homme: même si l'on met l'accent sur l'importance de la nouvelle loi pour mettre en place les bases juridiques de la prévention des maladies sexuellement transmissibles, la révision a de nombreux inconvénients: perte du droit de décision individuel, soumission au diktat de l'Organisation mondiale de la santé, transmission des données médicales des citoyens à des tiers, financer la recherche pharmaceutique sans que cette dernière assume la responsabilité des conséquences, autant d'arguments qui ne laissent pas indifférent. Le comité invite à voter non.

Union démocratique fédérale du Jura bernois

LA QUESTION DE LA SEMAINE

Les Valaisans ont à nouveau abattu un loup dans leur canton. Ont-ils eu raison?

Participation: 177 votes



COUPES DANS L'AIDE SOCIALE

Une décision totalement irresponsable

Ainsi, la majorité bourgeoise du Grand Conseil a suivi la motion de Ueli Studer (UDC) de réduire l'aide sociale dans le canton de 10% visant à punir les profiteurs. Une telle décision fait peur et soulève bien des questions, notamment concernant la compétence des politiciens ayant accepté cette motion.

Après les frites, les fish and chips?

En 2003, bien des citoyens aux Etats-Unis ont boycotté les frites (French fries, en anglais) parce que la France avait refusé de participer à la guerre d'Irak. Quelque dix années après, les mêmes boycotteront-ils les fish and chips chers aux Anglais si les Etats-Unis et la France interviennent en Syrie, alors que la Grande-Bretagne a d'ores et déjà refusé d'intervenir?

Sylvio Le Blanc (Montréal)

En effet, il faudrait déjà commencer par connaître les profiteurs avant de prendre une décision. Eh bien, non... et tant pis pour les gens honnêtes. Tout le monde trinque. Par conséquent, à quoi bon être correct? Une telle décision va à l'encontre du bon sens et interpelle sur la compétence même de ces politiciens. Ne devrait-on pas également les sanctionner pour leur manque de sérieux dans la prise d'une telle décision?

Jean-Marc Borgeat (Bienne)

Bonnets d'âne

Après avoir pris connaissance des nouvelles coupes budgétaires faites sur le dos des plus démunis dans le canton de Berne, La Gauche jurassienne BEJUNE attend maintenant des réactions de militants connus du PSJB sur le vote du 24 novembre 2013. Ensuite, elle fera sa tournée du Jura bernois dès la mi-octobre pour distribuer physiquement avec un classement les bonnets d'ânes à celles et ceux qui se disent de gauche et probernois!

Il est aussi prévu d'associer une boîte remplie de quelques friandises et de la musique jurassienne aux gagnants de ces bonnets, et tout ça dans la joie et la bonne humeur, car d'une part nous sommes plutôt aimables, et d'autre part il y tout de même bien pire pour nous que des socialistes!

La Gauche Arc jurassien BEJUNE

INFO

Pour nous contacter par courrier: Le Journal du Jura, courrier des lecteurs, case postale 624, 2501 Bienne. Par mail: redactionjj@journaldujura.ch